

Ce texte est la version acceptée pour publication de : Olivier Richard, « Villes et écoles dans le Rhin supérieur à la fin du Moyen Âge », *Annuaire historique de Mulhouse* 22, 2011, p. 101-114.

Villes et écoles dans le Rhin supérieur à la fin du Moyen Âge

Olivier Richard (Université de Haute-Alsace)

« Si quelqu'un ici a envie d'apprendre à écrire et lire allemand... » : c'est par ces mots que commence le texte de l'enseigne d'un maître d'école bâlois, peinte par Hans (le jeune) et Ambrosius Holbein en 1516. Un côté du panneau montre des enfants, garçons et filles, pendant la leçon, et l'autre le maître avec deux hommes adultes. Le texte indique pour motiver les futurs élèves qu'ils sauront « écrire et lire leurs dettes », et ajoute qu'un élève qui n'aurait pas réussi à apprendre à lire et écrire n'aurait rien à payer. Enfin le maître affirme s'adresser à tout le monde, « bourgeois ou compagnon-artisan, femmes mariées ou demoiselles »¹. Cette enseigne, véritable panneau publicitaire pour attirer les élèves-clients, est la preuve qu'il existait dans les villes de la fin du Moyen Âge des enseignants à leur compte, qui, en dehors de toute institution, dispensaient un enseignement élémentaire en langue vulgaire à destination d'un public extrêmement varié. Elle pose ainsi la question des besoins en matière d'éducation dans les villes du Rhin supérieur à la fin du Moyen Âge, du XIIIe au début du XVIe s. À quelles demandes spécifiquement urbaines les écoles répondent-elles ? Qui entendent-elles former et dans quelle intention ?

Le contexte est celui d'un formidable essor de la civilisation médiévale occidentale depuis le XIe siècle, dans les campagnes, mais en particulier dans les villes. Au XIVe s., une période plus trouble survient, parfois qualifiée de « crise(s) », due à des facteurs très variés. Mais dans la région du Rhin supérieur – qu'on peut définir ici comme la vallée du Rhin, sur les deux rives, de Bâle à Mayence –, cette période est marquée, malgré les difficultés, par un fort développement de la vie urbaine, notamment dans le domaine culturel². Les villes connaissent alors des besoins spécifiques en matière d'éducation. Alors que jusque là, l'enseignement était presque exclusivement cantonné aux monastères et écoles-cathédrales, il est désormais assuré dans d'autres lieux et institutions, en particulier à l'initiative des autorités urbaines. C'est à cette phase, qui commence dans la région du Rhin supérieur au XIIIe siècle, que nous nous intéresserons dans les pages qui suivent³. Le propos ne sera donc pas limité à Mulhouse. Cela aurait été [p. 102] impossible, faute de sources assez abondantes. Mulhouse était en effet une ville trop modeste au Moyen Âge, avec environ 1500 à 2000

1 L'enseigne est exposée au Kunstmuseum de Bâle. Cf. sa présentation dans le catalogue *Ein schulmeister schilt uf beiden seiten gemolt : Holbeins Beitrag zur Frühgeschichte des Genrebildes*, Basel, Kunstmuseum Basel, 1997.

2 Voir par exemple les pages d'Odile Kammerer sur le cas alsacien, « Un espace d'inventions : ruptures et naissances (XIVe-XVe siècles) », dans VOGLER Bernard (dir.), *Nouvelle Histoire de l'Alsace*, Toulouse, Privat, 2003, p. 108-124.

3 Sur l'éducation au Moyen Âge, la bibliographie est innombrable. Pour s'orienter, il est pratique de recourir aux manuels parus en 1998-1999 à l'occasion du choix du thème « Éducation et cultures dans l'Occident chrétien (XIIIe s.-milieu du XVe siècle) » comme question d'histoire médiévale pour les concours de recrutement des professeurs d'histoire du second degré de l'Éducation Nationale française. Parmi eux, citons GENÊT Jean-Philippe, *La mutation de l'éducation et de la culture médiévales*, Paris, Seli Arslan, 1999, et HEULLANT-DONAT Isabelle (dir.), *Éducation et cultures. Occident chrétien XIIIe-mi XVe siècle*, Neuilly-sur-Seine, Atlande, 1999.

habitants ; d'autre part, les archives de la ville ont brûlé à plusieurs reprises, notamment en 1551. Aussi les recherches sur les écoles mulhousiennes au Moyen Âge doivent-elles se contenter de documents qui ne proviennent pas de l'école ou de l'administration urbaine, qui manquent de variété et de richesse. Ainsi, on élargira le propos aux villes du Rhin supérieur, en tirant les exemples en particulier d'Alsace, en commençant par présenter les différents types d'écoles en ville, puis le contenu des enseignements et ce qu'ils apportaient aux villes. Pour finir, on verra les relations entre les villes du Rhin supérieur et les universités.

Des écoles religieuses aux écoles urbaines et aux écoles « indépendantes »

À l'origine, les écoles des villes médiévales, dans le Rhin supérieur comme ailleurs en Occident, sont religieuses. Au haut Moyen Âge et jusqu'au cœur du Moyen Âge central, on les trouve dans les monastères ou auprès des cathédrales : leur fonction est de former les moines ou les clercs. Ce monopole ecclésiastique est logique : la demande sociale d'éducation lettrée est alors seulement cléricale. L'Alsace compte alors plusieurs grandes abbayes, Wissembourg ou Marmoutier au nord, Murbach au sud, dont on peut penser qu'elles avaient leurs propres écoles, même si peu de renseignements nous sont parvenus⁴. Puis, lorsque les ordres de Frères Mendiants sont fondés et essaient en Alsace au début du XIIIe siècle, leurs couvents entretiennent leurs propres écoles, comme les Dominicains à Strasbourg certainement⁵, mais aussi sans doute à Colmar, ou à Guebwiller par exemple.

La deuxième étape dans l'histoire des écoles installées en ville est marquée par l'apparition des écoles paroissiales, contrôlées, donc, par le clergé séculier, et qui ne remontent guère avant le XIIIe siècle dans la documentation régionale⁶. Plus qu'un bâtiment abritant une institution bien établie, il faut ici imaginer sans doute le plus souvent un prêtre enseignant les bases du latin à des élèves se préparant à embrasser la carrière cléricale. En Alsace comme ailleurs, de nombreuses écoles urbaines étaient à l'origine de telles écoles paroissiales, comme celle de la paroisse Saint-Georges à Haguenau⁷.

Pourtant, toutes les écoles qu'on trouve dans les villes médiévales ne sont pas liées aux paroisses. Les villes suisses de Berne, Fribourg, Lucerne et Soleure, étudiées par Urs Martin Zahnd, offrent de bons exemples, car les établissements scolaires qu'on y trouve sont parfois dès l'origine liées non pas à l'Église, mais aux autorités urbaines, ainsi à Berne⁸. Le cas de Mulhouse, examiné par Marcel Moeder dans les années 1950, invite également à une

4 KNEPPER Joseph, *Das Schul- und Unterrichtswesen im Elsass von den Anfängen bis gegen das Jahr 1530*, Strasbourg, 1905, 1^{ère} partie.

5 *Ibidem*, p. 6.

6 Cf. les fiches ville par ville de METZ Bernhard, « Essai sur la hiérarchie des villes médiévales d'Alsace, 1200-1350 », *Revue d'Alsace* 128, 2002, p. 47-100 (partie 1) et *Revue d'Alsace* 134, 2008, p. 129-167 (partie 2).

7 KNEPPER, *Das Schul- und Unterrichtswesen* (cf. note 4), p. 210 et suivantes.

8 ZAHND Urs Martin, « Chordienst und Schule in eidgenössischen Städten des Spätmittelalters. Eine Untersuchung auf Grund der Verhältnisse in Bern, Freiburg, Luzern und Solothurn », dans KINTZINGER Martin, LORENZ Sönke, WALTER Michael (dir.), *Schule und Schüler im Mittelalter. Beiträge zur europäischen Bildungsgeschichte des 9. bis 15. Jahrhunderts*, Köln, Böhlau, 1996, p. 299-326.

vision plus nuancée des écoles urbaines⁹. C'est en effet à partir du milieu du XIII^e siècle qu'apparaissent dans la documentation des maîtres d'école à Mulhouse. Ils sont alors mentionnés dans des documents dont l'objet n'a [p. 103] rien à voir avec l'enseignement ; le plus souvent, ils interviennent comme témoins ou garants d'actes, sans qu'aucune autre information ne soit donnée sur l'éducation à Mulhouse que la seule présence de ces maîtres. À partir du XIV^e siècle cependant, on trouve dans les sources le nom de *Schulgasse* ou *vicus scholarum*, « rue des écoles » ou « de l'école », qui désigne l'actuelle rue Henriette. À cette époque là, constate Marcel Moeder, le maître d'école n'est pas forcément clerc ; au XV^e siècle, aucun des maîtres attestés pour cette école ne semble l'être, car jamais les maîtres ne sont désignés comme clercs ou ne portent de titre habituellement réservé aux clercs¹⁰. Peut-on conclure de ce constat que l'école de Mulhouse ne dépendait pas d'une institution ecclésiastique ? Oui et non. Dans une charte de 1297, le chanoine de Strasbourg et recteur de l'église de Mulhouse – qu'on appellera plus tard curé de la paroisse –, Hermann de Thierstein, reconnaît que c'est à la ville que revient, selon la coutume, le droit de collation du maître d'école (illustration 1)¹¹. La prochaine information sur le régime scolaire mulhousien date de 1453. En effet, cette année-là est conclu un accord réglant tous les différends opposant la ville et la commanderie locale des chevaliers de l'ordre teutonique, un ordre de moines-chevaliers, qui contrôlait la paroisse de Mulhouse (la paroisse leur était « incorporée »). Le sort du maître d'école y est traité : il est convenu que la ville gardera le droit de nommer le maître et que les Teutoniques, de leur côté, continueront à lui donner gîte et couvert¹². Là encore, aucune autre précision n'est fournie. Tout juste sait-on par ailleurs qu'une autre école devait exister au XV^e siècle, située près de Saint-Étienne. Elle est mentionnée en 1465 et nommée, plus tard, « l'école latine » (*die lateinische Schule*), mais on ne sait rien de son fonctionnement avant la Réforme¹³. Enfin il est probable que les établissements ecclésiastiques mulhousiens ont eu, comme ailleurs, leurs propres écoles¹⁴.

[Illustration 1 : 16 septembre 1297 : Hermann de Thierstein confirme que le droit de collation des « autels mineurs » revient à la ville (Archives Municipales de Mulhouse 26)]

[p. 104] À la fin du Moyen Âge, une nouvelle offre d'enseignement point dans les villes du Rhin supérieur, qui ne fait d'ailleurs pas exception dans l'Empire : les maîtres d'écoles indépendants dont on a vu en introduction, avec l'enseigne bâloise, comment ils s'efforçaient d'attirer les élèves-clients. Ces enseignants, qui opéraient à leur compte, pouvaient, selon les villes, être organisés en métier réglementé par le Conseil, comme à Bamberg, ou libres, seulement accrédités par le Conseil, comme à Nuremberg¹⁵. Ils donnaient

9 MOEDER Marcel, *Les institutions de Mulhouse au Moyen Âge*, Strasbourg/Paris, Le Roux, 1951, p. 152-154, et *idem*, « La vie intellectuelle à Mulhouse au Moyen Âge », *BMHM* 64, 1956, p. 7-41, qui reprend et corrige BENNER Édouard « Les écoles de Mulhouse du XIII^e au XIX^e siècles », *BMHM* 33, 1909, p. 5-69, en particulier p 5-9.

10 MOEDER, *Les institutions* (cf. note 9), p. 152, et « La vie intellectuelle... » (cf. note 9), p. 9.

11 Archives Municipales de Mulhouse (désormais AMM), n° 26, cf. MOEDER, *Les institutions* (cf. note 9), p. 152-153.

12 *Ibidem*. Le document en question est conservé à la cote AMM 808 ; le passage concernant le maître d'école est le suivant : « *Item von des schulmeisters wegen sollen wir setzen und by unserm harkommen bliben; sunder das hus und sin pfleger sy ime den tisch geben und darinne halten als harkomen ist.* » (Item à propos du maître d'école. Il nous [=le conseil] revient de le nommer selon notre coutume Mais la maison [=la commanderie des chevaliers de l'Ordre Teutonique] et son curateur doivent lui donner le couvert et le gîte comme c'est la coutume).

13 MOEDER, *Les institutions* (cf. note 9), p. 154.

14 MOEDER, « La vie intellectuelle... » (cf. note 9), p. 21-22.

15 ISENMANN Eberhard, *Die deutsche Stadt im Spätmittelalter*, Stuttgart, Ulmer, 1988, p. 183.

des cours correspondant aux besoins des couches marchandes ou artisanales, lecture et écriture en langue vulgaire, comptabilité notamment. Ces hommes – ou femmes, attestées à Berne par exemple¹⁶ – souvent venus de l'extérieur, ne demeuraient généralement que quelques années en ville avant de tenter leur chance ailleurs. Il n'était pas rare qu'ils soient les seuls à dispenser un enseignement en allemand et pas en latin. Ainsi à Berne, aucune « école allemande » au sens d'établissement scolaire officiel en langue vulgaire n'existait avant la Réforme¹⁷.

L'essor des écoles urbaines date pour l'essentiel des XIIIe-XVe siècles, c'est-à-dire une époque de fort développement urbain, où les villes cherchent à acquérir une forte autonomie politique. La promotion de la culture et de l'éducation est un élément de cette politique d'émancipation, notamment à cause du prestige qu'une école renommée pouvait apporter. Aussi les historiennes et historiens considèrent-ils souvent la fondation d'une école ou sa prise de contrôle par le conseil urbain comme un acte politique, contre les seigneurs ou, surtout, contre l'Église¹⁸. Peut-on pour autant affirmer qu'on assiste ici à un conflit entre les villes et l'Église, cette dernière cherchant à conserver son monopole sur l'enseignement ? Sans doute cette vision est-elle un peu trop marquée par les conflits, réels mais bien ultérieurs, entre l'Église et l'État républicain en France ou entre l'Église catholique et le *Reich* wilhelminien de l'autre côté du Rhin. D'ailleurs, il convient de s'interroger sur le sens à donner à « l'Église » : l'évêque ? La paroisse ? Les chapitres ou couvents présents en ville ? En fait, si l'on trouve bien sûr des cas d'opposition ouverte entre institutions ecclésiastiques et autorités urbaines, à propos des écoles comme dans d'autres domaines, le conflit ne semble, souvent, pas si évident que ça. On peut en fait sans doute plutôt parler certes de rapports de force entre institutions ecclésiastiques et autorités urbaines, mais aussi de coopération, comme dans le cas de Mulhouse exposé plus haut. D'ailleurs à Rouffach, l'évêque de Strasbourg, seigneur de la ville, confia la direction de l'école à une commission dans laquelle les laïcs étaient majoritaires¹⁹.

En corollaire de cette idée d'une lutte pour le contrôle des écoles, l'historiographie suggère que les villes jouissant d'une forte autonomie, les villes d'Empire (*Reichsstädte*) comme Mulhouse ou Colmar ou libres (*Freie Städte*) comme Strasbourg et Bâle avaient un intérêt particulier à disposer d'écoles, en particulier non pas ecclésiastiques mais municipales, ces dernières correspondant mieux à la conception qu'elles avaient d'elles-mêmes : des entités indépendantes, ne partageant pas leur autorité. Ainsi en Souabe, alors qu'environ la moitié des quelque 50 villes disposait d'une école à la fin du Moyen Âge, chacune des 18 villes d'Empire en avait une²⁰. En Alsace [p. 105] cependant, le statut politique des villes ne semble pas jouer de rôle si important. Ainsi des écoles de tous les genres sont présentes dans les cités

16 IMMENHAUSER Beat, « Schulen und Studium in Bern », dans BEER Ellen J. et alii (dir.), *Berns grosse Zeit*, Bern, Berner Lehrmittel- und Medienverlag, 1999, p. 155-161, ici p. 158.

17 ZAHND, « Chordienst und Schule... » (cf. note 8), p. 270.

18 MONNET Pierre, « Pays germaniques de l'Empire », dans *Éducation et cultures dans l'Occident chrétien du XIIe au milieu du XVIe siècle*, cours du CNED, 1998, p. 89-147, ici p. 116.

19 RAPP Francis, « Zur Bildungsgeschichte im Elsass am Beispiel der Universitäten und Lateinschulen. Elsässische Schüler und Studenten im Zeitalter des Humanismus (15. und Anfang 16. Jahrhundert) », dans GALL Jean-Marie, SICK Wolf-Dieter (dir.), *Das Elsass. Bilder aus Wirtschaft, Kultur und Geschichte*, Bühl, Konkordia 1991, p. 77-93, ici p. 78.

20 HOLTZ Sabine, « Schule und Reichsstadt. Bildungsangebote in der Freien Reichsstadt Esslingen am Ende des späten Mittelalters », dans *Schule und Schüler im Mittelalter*. (cf. note 8), p. 441-468, ici 441.

impériales membres de la Décapole comme dans les villes seigneuriales telles qu'Ensisheim, capitale des Habsbourg en Haute-Alsace, ou encore Riquewihr²¹.

En définitive, sans doute faut-il nuancer l'idée d'une lutte pour le contrôle des cerveaux entre l'Église et les autorités urbaines, et plus généralement l'enjeu politique. D'ailleurs on constate que l'enseignement dispensé dans les écoles ecclésiastiques et municipales se ressemblait fort.

Écoles latines, écoles allemandes : programmes et élèves

L'objectif des écoles était d'assurer la formation intellectuelle, mais aussi morale des élèves. Les écoles latines, urbaines ou ecclésiastiques, avaient comme fondement de leur programme les sept arts libéraux, ces matières formant la base de l'enseignement antique puis médiéval : le *trivium* (grammaire, rhétorique, dialectique) et, dans une moindre mesure le *quadrivium* (musique, arithmétique, géométrie, astronomie). C'est bien le *trivium* que l'école latine de Mulhouse enseigne, après la Réforme, en 1551, d'après le premier règlement scolaire qui soit conservé pour cette ville, malheureusement bien tardif pour notre propos. Le cursus était divisé en trois classes : la première était consacrée à l'apprentissage des lettres et à lire le latin ; dans la 2e, les élèves apprenaient déclinaisons et conjugaisons. C'est en troisième classe que l'étude de la grammaire, de la rhétorique et de la dialectique était abordée, à l'aide de la lecture d'auteurs antiques, Tércence, Cicéron et Virgile²².

D'autre part, la région ne fut pas à l'écart du grand renouvellement des pratiques de l'enseignement et des lettres opéré par l'humanisme, qui se détourne de la philosophie scolastique pour s'intéresser à l'Antiquité et à l'histoire. L'exemple le plus spectaculaire est celui de l'école dite humaniste de Sélestat, au départ une simple école paroissiale, qui à partir du milieu du XVe siècle connut un essor extraordinaire, sous l'impulsion du maître Ludwig Dringenberg, qui y enseigna de 1441 à sa mort en 1477²³. Dans les fonds de la formidable bibliothèque qui a été conservée jusqu'à nos jours, le cahier de l'écolier Wilhelm Giesenheim, datant de 1494, permet d'entrevoir le programme : apprentissage du vocabulaire latin, copie de textes latins souvent religieux, mais aussi profanes. La page reproduite en illustration 2 comporte de nombreux mots de vocabulaire latins avec leur traduction en allemand. Le petit personnage dessiné montre que l'élève Giesenheim manquait parfois de concentration ; le mot inscrit à côté est, en revanche, parfaitement adapté : *somnolentus*, *schlefferig* (somnolent) !²⁴.

21 METZ, « Essai sur la hiérarchie des villes... » (cf. note 6) et RAPP, « Zur Bildungsgeschichte... » (cf. note 19), p. 78.

22 AMM 4481, Schulordnung de Conrad Finck (1551).

23 RAPP Francis, « Die Lateinschule von Schlettstadt – eine große Schule für eine Kleinstadt », dans MOELLER Bernd, PATZE Hans, STACKMANN Karl (dir.), *Studien zum städtischen Bildungswesen des späten Mittelalters und der frühen Neuzeit : Bericht über Kolloquien der Kommission zur Erforschung der Kultur des Spätmittelalters 1978-1981*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1983, p. 215-234 ; idem, « De l'école latine de Sélestat à la Haute École de Strasbourg », *Bulletin de la société de l'histoire du protestantisme français* 135, 1989, p. 9-18.

24 Bibliothèque Humaniste de Sélestat, Ms. 131. Le manuscrit est numérisé et accessible sur internet, comme de nombreux autres manuscrits ou imprimés du fonds, <http://www.ville-selestat.fr/bh> [05.06.2011]. RAPP, « Zur Bildungsgeschichte... » (cf. note 21), donne p. 81-82 plus de précisions sur le programme à Sélestat à la fin du XVe s.

[Illustration 2 : Cahier d'écolier de Wilhelm Giesenheim à l'École latine de Sélestat (1494, Bibliothèque Humaniste de Sélestat, MS 131, fol. 148r. L'ensemble du cahier est téléchargeable sur : http://bhnumerique.ville-selestat.fr/client/fr_FR/search/asset/4950 [05.12.2016]

Surtout, il s'agit, conformément à l'idéal humaniste, de former des jeunes gens en vue de faire d'eux des acteurs de la vie de la cité²⁵. Ainsi l'écolier a-t-il copié dans son cahier un petit traité [p. 106] des manières de la table, *De facetia mensae*, écrit en distiques élégiaques par un humaniste italien, Giovanni Sulpizio Verolano, vers 1470, pour deux jeunes nobles génois ; ce texte connaissait alors un immense succès, fut imprimé de nombreuses fois avant la fin du XVe s., et pris par Jacob Wimpfeling dans son canon d'éducation *Adolescentia*²⁶. Il intime aux jeunes gens d'être propres à table – ne pas roter, ne pas se gratter, etc. –, mais son propos va plus loin, comme le révèlent les deux premiers distiques :

*Quos decet in mensa mores servare docebo,
virtuti ut studeas litterulisque simul.*

Je vais t'enseigner les manières à observer à table,
pour que tu apprennes à la fois la vertu et les lettres.

Vertu et lettres tout à la fois : les aptitudes morales sont, autant que l'acquisition de connaissances, l'objectif de l'enseignement. C'est aussi cette idée de l'importance de former de bons citoyens utiles à la communauté qui ressort des serments que les maîtres d'école doivent prêter aux autorités urbaines ou seigneuriales qui les emploient. Ainsi à Sélestat en 1498, où le maître doit jurer de former ses élèves « à la bonne conduite, aux vertus et à la science » (*zu zuchten, dugenden und der lere*)²⁷, tandis que son homologue de Ribeauvillé, au début du XVIe siècle, s'engage à employer tous ses efforts à l'enseignement des enfants en cours (*in der leer und sust in der bildung*) mais aussi à leur apprendre à bien se tenir dans la rue (*of der straßen ze zucht halten*)²⁸.

Dans les écoles allemandes, les « programmes » étaient bien sûr différents : apprendre à lire et écrire en langue vernaculaire, et, de manière générale, à acquérir savoirs et techniques utiles pour mener ses affaires d'artisan ou de marchand, comme l'enseigne de 1516 du maître bâlois le dit bien²⁹. On sait ainsi par exemple qu'à l'école Saint-Georges de Haguenau, au début du XVe s., les élèves utilisaient un abécédaire pour apprendre les lettres, un calendrier rimé (de petites formules mnémotechniques pour apprendre la date des fêtes des saints

25 Voir la présentation générale de la pédagogie humaniste (en Italie) dans GENËT, *La mutation de l'éducation...* (cf. note 3), p. 440-453.

26 Sur ce texte, se reporter à HENKEL Nikolaus, « Tischzucht und Kinderlehre um 1500. Eine unbekannte deutsche Übersetzung von 'De facetia mensae' des Giovanni Sulpizio Verolano (Johannes Sulpitius Verulanus) », dans SCHNELL Rüdiger (dir.), *Zivilisationsprozesse. Zu Erziehungsschriften der Vormoderne*, Köln, Böhlau, 2004, p. 153-168.

27 Premier livre de serments de Sélestat, AM Sélestat BB 4 p 279, éd. GÉNY Joseph (éd.): *Schlettstadter Stadtrechte*, Heidelberg, Carl Winter (Elsässische Stadtrechte, 1), 1902, p. 279. Merci à Laurence Buchholzer-Remy de m'avoir fourni des clichés du livre de serments sélestadien.

28 KNEPPER, *Das Schul- und Unterrichtswesen* (cf. note 4), p. 245.

29 Il faut toutefois se garder d'opposer trop radicalement écoles allemandes et écoles latines, puisqu'un enseignement en latin pouvait aussi s'adresser aux futurs marchands. Ainsi des fouilles archéologiques ont permis de mettre au jour dans des latrines, à Lübeck, des tablettes de cire d'écoliers datant d'environ 1370, où figurent des modèles de lettres commerciales en latin ; cf. CORDES Albrecht, « Juristische Bildung für Kaufmannskinder. Die städtische Schule in Lübeck und ihr Lehrplan im 13./14. Jahrhundert », *Zeitschrift des Vereins für Lübeckische Geschichte und Alterthumskunde* 87, 2007, p. 41-53.

survenant [p. 107] chaque mois, puisque les datations se faisaient encore en majorité d'après ces fêtes et non d'après les jours des mois) ; ils disposaient encore de tables de calcul, enfin étudiaient des sentences morales censées être de Caton (qui n'étaient en fait pas de lui) en traduction allemande³⁰. L'objectif moral entrevu pour les écoles latines de Sélestat et Ribeauvillé est donc ici bien présent : il s'agit de former des hommes, et non pas seulement des cerveaux ; on parlerait aujourd'hui d'une « éducation citoyenne ». Un membre du conseil urbain de Magdebourg, dans l'Allemagne du Nord-Est, exprime de façon tout à fait explicite dans une lettre à un homologue d'une ville voisine l'importance de l'enseignement scolaire pour une ville : « Voici ce que l'on enseigne dans les écoles : *civitas dicitur quasi civium unitas*, ce qui signifie qu'une ville repose sur la concorde des bourgeois »³¹.

On connaît mal les élèves des villes d'Alsace et du Rhin supérieur. Cependant, on peut dire qu'ils n'étaient pas seulement des (futurs) clercs, mais sans doute en majorité des laïcs. On estime en effet que de 10 à 30% environ des citadins allemands savaient lire et écrire à la fin du Moyen Âge³² : en gros, l'élite patricienne, mais aussi marchande ou artisanale sait alors lire l'allemand. Le cas célèbre du cordonnier Jacob Leistenmacher de Sélestat, copiant lui-même le traité *Die minnende Seele* du Franciscain Otto von Passau vers 1430, n'en est sans doute pas moins exceptionnel³³. Les écoliers sont-ils aussi des écolières ? Un seul document nous permet, pour l'Alsace, d'aborder vraiment la question du recrutement des élèves. Il s'agit d'une liste nominative des élèves de l'école paroissiale Saint-Georges de Haguenau, conservée par hasard : elle a servi pour couvrir un registre de comptes de la léproserie de la ville. Le maître y a inscrit, trimestre par trimestre, en 1413 et 1414, les noms de tous ses élèves. En moyenne, 50 garçons et 20 filles, qui ne sont visiblement pas séparés, figurent chaque trimestre³⁴. Le serment prêté par le maître de l'école allemande de Sélestat en 1498 donne la même impression : celui-ci doit jurer d'accueillir les enfants d'artisans de plus de douze ans, garçons comme filles, et tous ceux qui ne sont pas à même de suivre les cours de l'école latine³⁵.

Les maîtres sont un peu mieux connus que leurs élèves. Il semble, pour ceux que l'on sait identifier, qu'ils ne sont en règle générale pas issus de la ville où ils enseignent. Ainsi les maîtres de l'école allemande de Sélestat ayant prêté serment au début du XVI^e siècle viennent de Rottweil, Tübingen, Schwäbisch Gmünd ou encore Saint-Hippolyte³⁶. S'il viennent de loin, c'est qu'au XV^e siècle en tout cas les maîtres des écoles, surtout latines, ont fait leurs études à l'université – il faut donc au minimum qu'ils soient partis étudier. Dringenberg, à

30 PFLEGER Lucien, « Hagenauer Schülerverzeichnisse aus den Jahren 1413-1415 », *Strassburger Diözesanblatt*, 1903, p. 390-398.

31 MONNET, « Pays germaniques... » (cf. note 18), p. 117.

32 MERTENS Dieter, « Alltag an Schulen und Universitäten am Oberrhein um 1500 », dans LORENZ Sönke, ZOTZ Thomas (dir.), *Spätmittelalter am Oberrhein. Alltag, Handwerk und Handel 1350-1525, catalogue de l'exposition du Badisches Landesmuseum Karlsruhe, 29.09.2001-03.02.2002*, Stuttgart, Thorbecke, 2001, p. 473-480, ici p. 473 (d'après Alfred Wendehorst).

33 RAPP, « Die Lateinschule... » (cf. note 23), p. 221. Le manuscrit est conservé sous la cote Bibliothèque humaniste de Sélestat, Ms. 69, et numérisé sur <http://www.ville-selestat.fr/bh> [05.06.2011].

34 PFLEGER, « Hagenauer Schülerverzeichnisse... » (cf. note 30), qui transcrit la liste p. 394-398.

35 « (...) so mag er lernen die hantwerck knecht und andre personen, so ungevarlich uber zwelfff jar alt sint und sust kinder; die nit geschickt sint, in lateinisch schule zu gon. (...) und sol die knaben und dechterlin, so im zu lernen bevolhen werden, getruwlich lernen (...) ». AM Sélestat BB 4 p. 326-327, éd. Géný, *Schlettstadter Stadtrechte* (cf. note 27), p. 934-935.

36 AM Sélestat BB 4, p. 329 (la liste ne figure pas dans l'édition de J. Géný).

l'école humaniste de Sélestat, vient de Westphalie et a fait ses études à Heidelberg, où des Sélestadiens avaient fait sa connaissance et durent penser à lui au moment de nommer un nouveau maître³⁷.

Les maîtres des écoles urbaines, bien qu'étrangers et ne restant pas forcément longtemps en poste, étaient bien considérés comme se trouvant au service de la ville – ou du seigneur –, les serments qu'ils prêtent aux autorités, comme on l'a vu, en témoignent. D'ailleurs, ils cumulent souvent les fonctions. À Ribeauvillé, en 1495, Heinrich Kenel, originaire de Guebwiller et ayant aussi étudié [p. 108] à Heidelberg, remplit en plus de sa charge de maître la fonction de chancelier de la seigneurie de Ribeaupierre³⁸. Dans certains cas, on devait demander à l'officier lettré de faire l'école en plus du reste, dans d'autres, le cumul de fonctions était sans doute simplement un moyen de permettre au maître d'école d'augmenter ses revenus. En effet, la rémunération des maîtres n'est pas réglée de la même façon partout. À Haguenau, il semble que le maître soit payé directement par les élèves, qui lui donnent en 1413-1414 chacun un schilling par trimestre ; certains, trop pauvres, paient en nature, l'un deux paires de chaussures, l'autre trois fromages et quarante œufs...³⁹. Partout, d'ailleurs, les pauvres ne paient pas, bénéficiant des nombreuses fondations pieuses de riches bourgeois qui attendent, en échange, que les écoliers participent aux messes dites en leur mémoire. Les villes accordent cependant parfois un salaire, une livre par trimestre pour le maître de l'école latine de Sélestat, en plus du logis et du bois de chauffage, en 1436⁴⁰. Quant aux femmes maîtresses d'école dans les villes, comme on en voit une sur l'enseigne bâloise – femme du maître ou maîtresse elle-même ? –, nous n'en connaissons pas d'exemple en Alsace⁴¹.

Certes, à la fin du Moyen Âge, l'enseignement se généralise et n'est pas seulement urbain. Le célèbre prédicateur Jean Geiler de Kaysersberg, né en 1445, raconte par exemple qu'il a appris à lire à Ammerschwihr, qui peut ne pas être considéré comme une ville⁴². Mais l'enseignement prend des traits spécifiquement urbains : il s'adresse à des couches sociales urbaines, celles des marchands et artisans, et il vise à améliorer la cité tout entière, en rendant ses membres non seulement plus savants mais aussi moralement meilleurs. Ce besoin d'enseignement de la part des villes du Rhin supérieur trouve d'autre part une autre manifestation à la fin du XIV^e siècle : la fondation d'universités.

Les villes d'Alsace et les universités

37 RAPP, « Die Lateinschule... » (cf. note 23), p. 221.

38 KNEPPER, *Das Schul- und Unterrichtswesen* (cf. note 4), p. 243. À Mulhouse, Jean de Porrentruy cumule les fonctions de maître d'école et greffier-syndic de 1368 à 1379, cf. Moeder, « La vie intellectuelle... » (cf. note 9), p. 18.

39 « *Ulmans sun 2 par schu* » ; « *Kösches sun 3 kese, 40 eiger* », PFLEGER, « Hagenauer Schülerverzeichnisse... » (cf. note 30), p. 395-396.

40 GÉNY, *Schlettstadter Stadtrechte* (cf. note 27), p. 934.

41 Cf. les arguments convaincants de MOEDER, « La vie intellectuelle... » (cf. note 9), p. 9, contre BENNER, « Les écoles de Mulhouse... » (cf. note 9), p. 6-7, qui croyait voir une maîtresse d'école à Mulhouse au XV^e s. À Sélestat, une femme, accompagnant un homme, était chargée à la fin du XV^e siècle de s'occuper des écoliers (toilette, lessive, nourriture, surveillance) et des bâtiments de l'école (chauffage, par ex.), mais pas d'enseigner (AM Sélestat BB 4 p. 337, éd. GÉNY, *Schlettstadter Stadtrechte* (cf. note 27), p. 930.

42 KNEPPER, *Das Schul- und Unterrichtswesen* (cf. note 4), p. 253.

Les universités médiévales sont les manifestations les plus spectaculaires de la formidable mutation de l'éducation médiévale⁴³. Elles diffusèrent un nouveau type de formation intellectuelle. Il n'est pas question ici de présenter ces nouveaux lieux d'enseignement, même sommairement. Contentons-nous de voir rapidement ce qu'on y fait : d'abord, le *trivium* et le *quadrivium*, à un plus haut niveau que dans les écoles urbaines, dans les facultés des arts. Mais les universités enseignent également le droit canon (ecclésiastique) ainsi que le droit romain (civil), la théologie, ou encore la médecine – étant entendu que toutes les universités ne proposent pas forcément toutes ces disciplines.

Les universités naissent d'abord en France (Paris) et Italie (Bologne), au tournant des XII^e et XIII^e siècles. En 1348, l'année de la fondation de la première université de l'Empire à Prague, il existe 23 universités, dont 9 en Italie et 8 en France (les autres sont situées surtout en Espagne et Angleterre). Cette géographie change complètement dans le siècle et demi qui suit ; à la veille de la Réforme, au début du XVI^e siècle, on compte 14 universités en France, 12 en Italie, 10 dans la péninsule ibérique, [p. 109] 17 dans l'Empire⁴⁴. Cette floraison d'universités dans les territoires impériaux date de la fin du XIV^e siècle et du XV^e s. À partir de 1380, démarre une phase « nationale et régionale » (Peter Moraw) de l'histoire des universités, après la phase « universelle » (1200-1380), où ces dernières étaient étroitement contrôlées par la papauté : Vienne en 1383, Heidelberg en 1385, Cologne en 1388, Erfurt en 1392 (voir carte 2). Aussi les hommes (les femmes n'ont pas accès à l'université) du Rhin supérieur vont-ils pouvoir bien plus qu'auparavant profiter de ces nouvelles institutions.

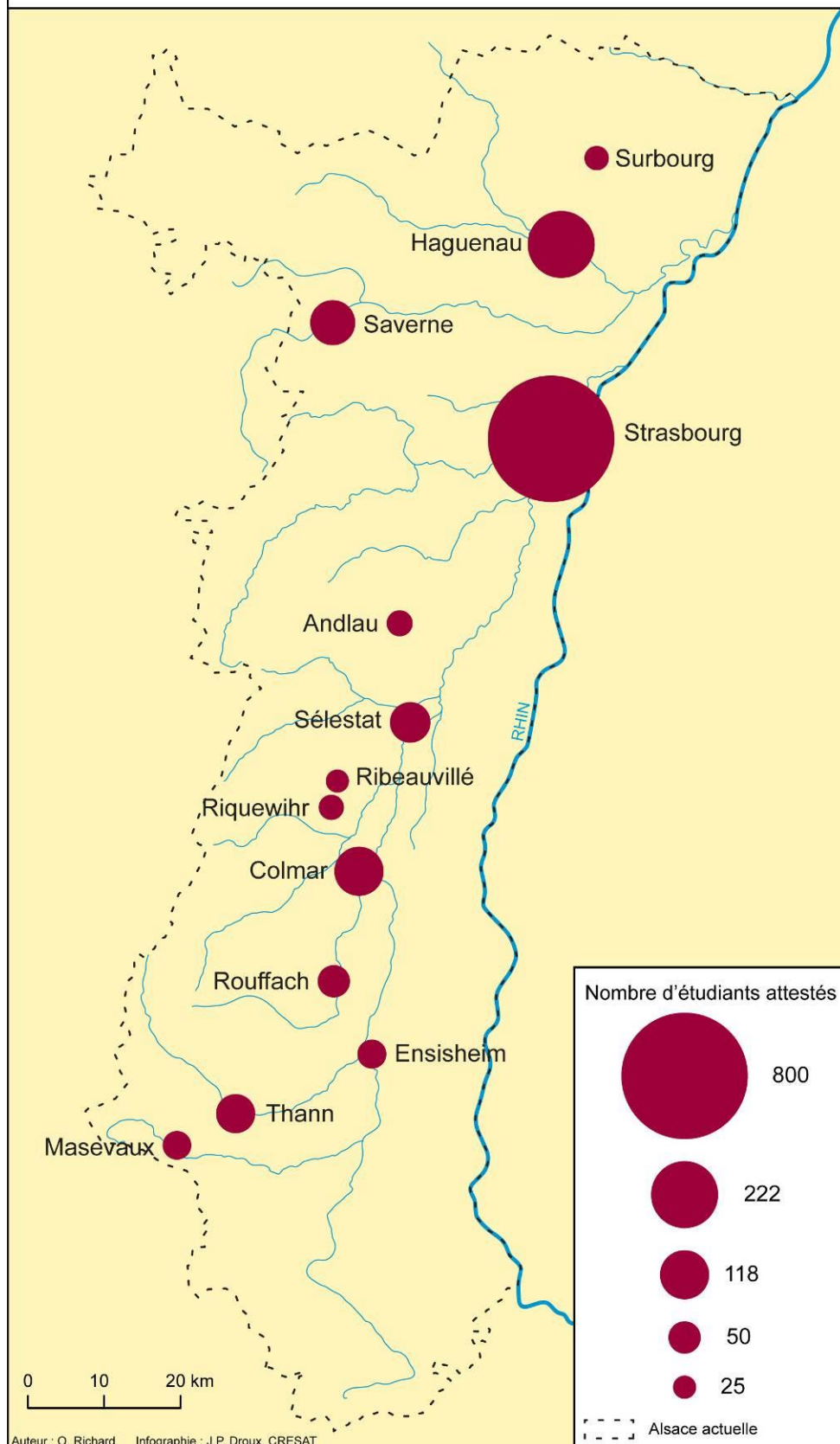
Nous avons vu que les écoles, latines ou allemandes, devaient contribuer au profit commun des cités. Mais que tiraient les villes alsaciennes des universités ? D'abord, les universités attiraient surtout des citadins. En effet, si avant 1400 – donc en gros avant la vague de fondations d'universités « allemandes » – deux tiers des étudiants originaires d'Alsace provenaient de châteaux, c'est-à-dire étaient des aristocrates, après cette date, neuf sur dix sont des citadins – dans un monde très majoritairement rural. Grâce aux chiffres rassemblés par Francis Rapp, on peut dessiner une carte des villes d'Alsace ayant fourni les plus gros contingents d'étudiants de la fin du XIV^e s. jusqu'à la veille de la Réforme (carte 1, p. 109). Bien sûr, le nombre d'habitants joue ici un rôle décisif, et il est normal de retrouver Strasbourg, Sélestat et Colmar en tête du palmarès. Mais d'autres facteurs jouent aussi, comme la présence d'une administration nombreuse, comme à Ensisheim – 40 étudiants –, capitale des Habsbourg en Haute-Alsace, ou à Saverne et Rouffach, deux localités où l'administration épiscopale était très présente. Le nombre élevé d'étudiants venus d'Andlau s'explique quant à lui sans doute par la présence d'une grande abbaye, d'où venaient sans doute ces étudiants. Mais il n'est guère possible d'expliquer pourquoi 30 étudiants vinrent de Riquewihr – minuscule ville de 500 habitants – alors que Ribeauvillé, deux fois plus grand, n'en fournit que 25 ; peut-être le dynamisme d'un maître d'école a-t-il suscité des vocations, suggère Francis Rapp⁴⁵.

43 Pour une première approche sur les universités médiévales, voir l'ouvrage classique de Verger Jacques, *Les universités au Moyen Âge*, Paris, PUF, 1973, ainsi que les autres études de cet auteur.

44 SCHWINGES Rainer C. , « Die Universitätsgründung als Wirtschaftsfaktor im späten Mittelalter », dans Ulrich Knefelkamp (dir.), *Universität und Stadt. Ringvorlesung zum 500. Jubiläum der Europa-Universität Viadrina Frankfurt (Oder)*, Schöneiche bei Berlin, sc̈ripvaz, 2007, p. 9-38, ici p. 9.

45 Pour tout le paragraphe, voir RAPP, « Zur Bildungsgeschichte... » (cf. note 21), p. 86.

Carte 1 - Lieux d'origine des étudiants
venant d'Alsace (fin XIV^e-début XVI^e s.)



Les universités s'adressent donc aux citadins, non seulement aux riches, mais aussi aux couches moyennes, voire modestes, si l'on en croit le cas strasbourgeois. Francis Rapp a recensé quelque 450 étudiants strasbourgeois ayant été immatriculés dans les universités rhénanes (Cologne, Heidelberg, Fribourg-en-Brisgau, Bâle) avant la Réforme ; il n'a trouvé aucun renseignement biographique sur 116 d'entre eux, ce qui peut suggérer une origine modeste, les pauvres apparaissant rarement dans les sources écrites médiévales. [p. 110] Quant aux autres étudiants strasbourgeois, un tiers vient de familles de boutiquiers, artisans ou négociants⁴⁶.

Les universités profitent-elles aux villes ? On pourrait penser que ces dernières, qui au XVe siècle développèrent vigoureusement leur administration et l'utilisation de l'écrit dans leur gouvernement et leur gestion, avaient besoin d'experts formés dans les universités. Mais ce n'est pas vraiment le cas dans le Rhin supérieur, comme le dit un texte célèbre, la *Reformatio Sigismundi*, rédigée à Bâle en 1439 : « voyez la situation actuelle : quelqu'un envoie son fils à l'université, lequel dépense beaucoup d'argent et obtient des grades. Aussitôt fait maître, il n'a plus qu'un souci en tête, décrocher une prébende ou bien une cure. A qui profite l'art qu'il a appris ? »⁴⁷.

De fait, nombreux étaient les étudiants membres du clergé. La proportion est très forte à Berne, cas bien étudié. En effet, les deux tiers des quelque 260 Bernois immatriculés dans des universités avant la Réforme étaient des clercs ; les restants étaient donc laïcs, mais beaucoup d'entre eux, surtout dans la seconde moitié du XVe siècle, devinrent clercs après leur passage à l'université, justement pour jouir d'un bénéfice ecclésiastique⁴⁸. Quant aux étudiants originaires d'Alsace, 11% étaient déjà clercs avant leur immatriculation, et 14% le devinrent par la suite. Le jeu en valait la chandelle, car un tiers des clercs passés par l'université acquéraient une prébende de chanoine, souvent fort lucrative, et 15% une cure de paroisse. En dehors de l'Église, les postes pour des gens ayant effectué des études universitaires étaient rares. En particulier le développement de l'administration urbaine n'impliquait pas que les cités aient recherché des universitaires. Pour la plupart des villes de la région, relativement modestes, les connaissances théoriques acquises à l'université étaient inutiles ; l'adaptation des administrateurs aux règles du jeu de la société urbaine importait bien plus. Ainsi, 4% des étudiants alsaciens d'avant la Réforme sont attestés dans des fonctions administratives urbaines, tandis que chez les étudiants originaires du diocèse de Constance, celles-ci sont cinq fois moins nombreuses que les carrières ecclésiastiques. C'est pourquoi on assiste après la Réforme à une forte baisse du nombre des étudiants alsaciens, les débouchés qu'ils pouvaient espérer étant soudain beaucoup moins variés⁴⁹.

L'exemple de Mulhouse illustre bien la rareté des opportunités communales pour les universitaires. Le poste le plus important de l'administration y était celui du greffier-syndic, ou secrétaire municipal. Or de tous ceux que l'on connaît jusqu'au début du XVIe siècle, aucun ne passa par une université⁵⁰. En fait, ces personnages viennent tous de l'extérieur, et, avant d'occuper cette fonction, avaient souvent été formés dans les chancelleries ou les

46 RAPP Francis, « Les Strasbourgeois et les universités rhénanes à la fin du Moyen Âge et jusqu'à la Réformation », *Annuaire de la Société des Amis du Vieux Strasbourg* 4, 1974, p. 11-22, ici p. 11-12.

47 Passage cité et traduit dans MONNET, « Pays germaniques... » (cf. note 18), p. 106.

48 IMMENHAUSER, « Schulen und Studium in Bern » (cf. note 16), p. 159.

49 Pour l'Alsace, cf. RAPP, « Zur Bildungsgeschichte... » (cf. note 21), p. 91-92 ; pour le diocèse de Constance, voir IMMENHAUSER Beat, *Bildungswege – Lebenswege. Universitätsbesucher aus dem Bistum Konstanz im 15. und 16. Jahrhundert*, Basel, Schwabe, 2007, p. 437-439.

50 MOEDER, « La vie intellectuelle... » (cf. note 9), p. 31-35 ; *idem*, « Les greffiers-syndics de Mulhouse au Moyen Âge », *BMHM* 43, 1923, p. 17-64.

services administratifs d'autres villes de la région, Altkirch, Kentzingen, Bâle notamment, où ils avaient appris leur métier auprès d'un secrétaire ou d'un autre détenteur d'office⁵¹. Pour les villes, il existait donc encore d'autres voies de formation, y compris de haut niveau, que l'université, et certainement plus adaptées à leurs besoins, si bien qu'elles comptaient d'abord sur la circulation des hommes dans leurs réseaux et sur la communication inter-urbaine.

En fait, c'est donc l'Église qui profite de la formation universitaire. Cela ne signifie d'ailleurs pas que les villes n'en retirent rien, indirectement : les membres du haut-clergé résident en ville et sont en relation avec les élites urbaines. Les autres grands bénéficiaires de la formation universitaire sont les grands princes, qui, eux, emploient de nombreux experts dans leur [p. 111] administration. Les princes territoriaux sont d'ailleurs les grands promoteurs de la création de nouvelles universités à la fin du Moyen Âge, autant pour former leurs futurs administrateurs que pour des questions de prestige, chaque grande principauté se devant d'avoir son université. Ainsi Fribourg-en-Brigau fut-elle à l'origine conçue comme l'université des territoires occidentaux des Habsbourg⁵².

Enfin, les villes voient un autre intérêt à la création d'une université : les profits économiques. C'est ainsi que Bâle se résolut à fonder une université en 1460. La ville avait accueilli de 1431 à 1449 un grand concile de réforme de l'Église, qui avait attiré de nombreux prélats, riches personnages et savants et transformé la cité au coude du Rhin en un des grands centres intellectuels de l'Occident. Une université du concile fonctionnait d'ailleurs. À la fin du concile, Bâle perdit toute cette animation intellectuelle et ces riches consommateurs. Du coup, le conseil de la ville voulut fonder une université, durable cette fois-ci. Il sollicita quatre rapports d'expertise pour évaluer intérêt et risques d'une telle fondation, qui nécessitait des investissements élevés. Tous furent favorables. Le Conseil n'eut pas de mal à obtenir l'accord du pape Pie II, qui avait résidé à Bâle pendant le concile. L'illustration au début de la première matricule de l'université de Bâle montre bien l'importance de la fondation pour la cité ; elle figure la cérémonie d'inauguration, dans la cathédrale de Bâle, le 4 avril 1460. À côté des blasons de l'évêque et du premier recteur, Georges d'Andlau, on distingue celui de la ville, et la scène montre le bourgmestre de la cité remettant la charte de fondation pontificale à l'évêque (illustration 3)⁵³. La signification de l'université pour la ville était évidente aux yeux des autorités urbaines bâloises. Ainsi, après 1460 apparaît dans le serment que les nouveaux conseillers de la ville prêtent après leur élection une nouvelle clause : en plus de protéger le bien commun, d'empêcher toute chose dommageable à la ville et autres généralités, ils doivent désormais également garantir les privilèges de l'université (*der schule friheit ze halten*)⁵⁴. L'enjeu était en effet de taille : les étudiants rapportaient de l'argent à la ville, et l'université suscitait des activités nombreuses. Si Bâle devint au XVI^e siècle un grand centre d'imprimerie, elle le dut certainement en partie à son université (Illustration 3 : inauguration de l'université de Bâle : <http://www.unigeschichte.unibas.ch/materialien/rektoren/georg-andlau.html> [28.11.2011]).

[p. 112] Voyons maintenant quelles universités les Alsaciens fréquentaient à la fin du Moyen Âge. Pour cela, les recherches de Francis Rapp se révèlent une fois de plus très précieuses. Il a en effet traqué systématiquement les « Alsaciens », afin de retracer leurs

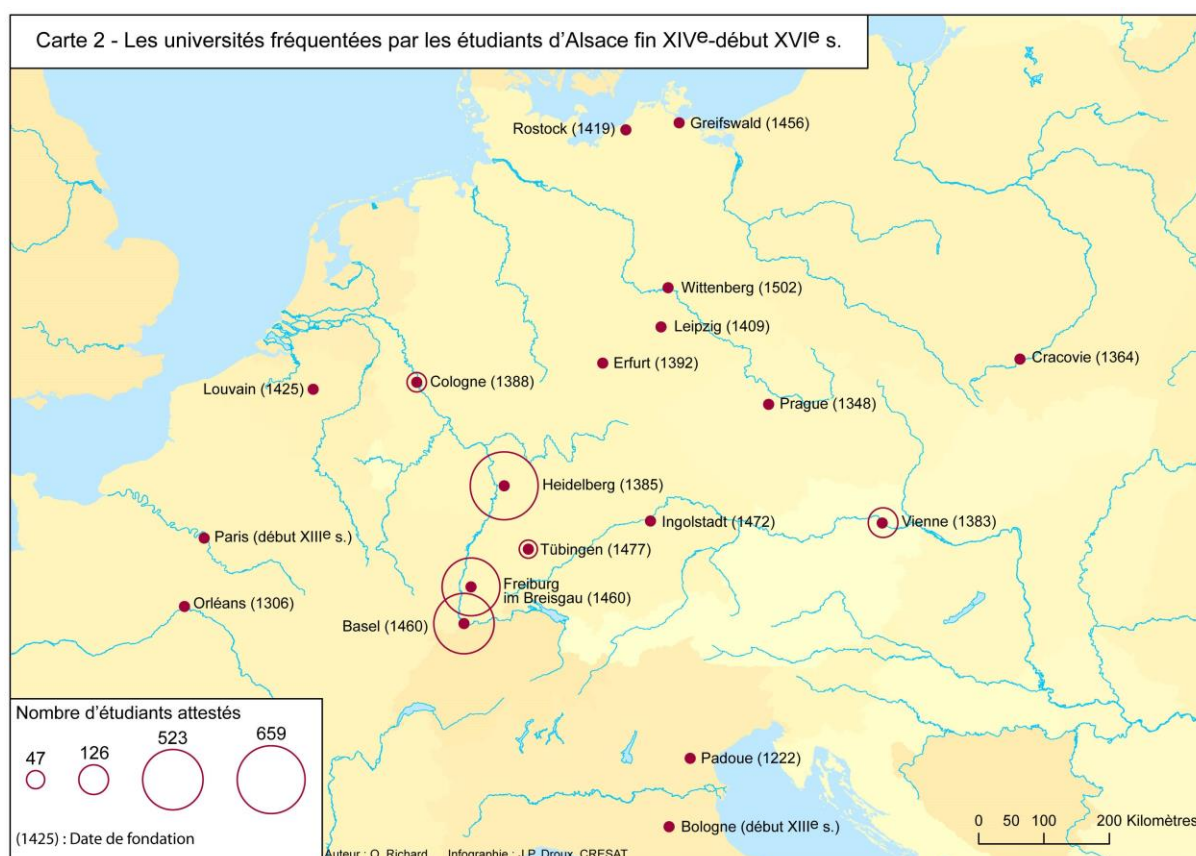
51 IMMENHAUSER, « Schulen und Studium in Bern » (cf. note 16), p. 158-159.

52 SCHWINGES, « Die Universitätsgründung... » (cf. note 44), p. 15.

53 Première matricule de l'université de Bâle, UB Basel Mscr. AN II,3. L'image est reproduite dans le beau dossier (textes explicatifs, photographies et éditions des documents les plus importants, bibliographies) sur le site internet de l'université de Bâle à l'occasion des 550 ans de sa fondation, <http://www.unigeschichte.unibas.ch/550-jahre-im-ueberblick/die-gruendungszeit> [08.06.2011].

54 Staatsarchiv des Kantons Basel-Stadt, Ratsbücher K1 fol. 63r.

parcours, dans les matricules des universités, c'est-à-dire les listes d'étudiants. De fait, celles-ci fournissent souvent en plus des noms des étudiants inscrits des indications sur leurs lieux d'origines. Certes, comme souvent en histoire médiévale, ces recensements ne peuvent atteindre qu'une précision toute relative, les sources sur lesquelles ils s'appuient étant très elliptiques. Par exemple, les matricules ne distinguent pas forcément Mulhouse en Alsace et Mühlhausen en Thuringe ou Wissembourg dans l'Outre-Forêt et Weißenburg en Franconie, pas plus qu'elles ne disent si l'étudiant venu « du diocèse de Strasbourg » est originaire du Kochersberg ou de l'Ortenau, etc⁵⁵. 2500 « Alsaciens » immatriculés entre la fin du XIV^e s. et la Réforme ont cependant été retrouvés par F. Rapp, dans une vingtaine d'universités différentes (carte 2)⁵⁶.



Les leçons de ces recensements sont multiples. Il apparaît d'abord nettement que les universités d'Allemagne sont privilégiées. Paris, du fait de son prestige, attire 70 étudiants alsaciens entre 1440 et 1530, Bologne et l'Italie – autre pôle universitaire de renommée – une quarantaine entre 1400 et 1525⁵⁷. Ces chiffres modestes n'ont rien de commun avec ceux que

55 L'index de l'édition des matricules de Heidelberg comporte un *Mulhusen* en Alsace, un autre en Thuringe et un *Mulhusen* « indéterminable », quand les éditeurs hésitent sur l'identification du lieu, cf. TOEPKE Gustav, HINTZELMANN Paul (éd.), *Die Matrikel der Universität Heidelberg*, Heidelberg, 1884-1916, 7 vol.

56 Cette carte est très incomplète, tous les chiffres n'étant pas accessibles. Elle ne reprend, par souci de cohérence, que les chiffres donnés par Francis Rapp dans les articles suivants : « Les Alsaciens et les universités à la fin du Moyen Âge », *Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes-rendus des séances de l'année* 128/2, 1984, p. 250-263 ; « Les étudiants alsaciens en Italie (XIII^e-XVI^e siècle) », *Byzantinische Forschungen* 12, 1987, p. 561-588 ; « Zur Bildungsgeschichte... » (cf. note 21).

57 SCHWINGES, « Die Universitätsgründung... » (cf. note 44), p. 10-11.

l'on trouve dans les fondations allemandes, qui ont considérablement fait augmenter le nombre d'étudiants [p. 113] alsaciens. Parmi les universités très prisées, Heidelberg, très proche, avec 679 étudiants alsaciens recensés, mais aussi Erfurt⁵⁸. Toutefois, le grand tournant, pour le Rhin supérieur, est la fondation presque simultanée des universités de Bâle et Fribourg-en-Brisgau en 1460, qui fait passer le nombre annuel d'immatriculations d'Alsaciens de 16 à 30⁵⁹. Le rôle de la proximité géographique saute aux yeux lorsqu'on constate que Heidelberg attire 548 étudiants issus de l'actuelle Basse-Alsace, et 111 de la Haute-Alsace, Fribourg respectivement 318 et 162, alors que Bâle s'affirme nettement comme l'université de Haute-Alsace (378 étudiants de cette université en sont issus, contre 145 de Basse-Alsace)⁶⁰.

Il est donc tentant d'interpréter la fondation d'une université comme un atout pour polariser tout un territoire autour d'une ville. Cependant, d'autres facteurs, notamment politiques, jouent tout aussi fortement que la proximité géographique. Ainsi, l'université de Heidelberg attire dans les années 1490 plus d'étudiants strasbourgeois qu'avant 1460, malgré les fondations de Bâle, Fribourg puis Tübingen (1477)⁶¹. En revanche, après son entrée dans la Confédération en 1501, Bâle perd de nombreux étudiants des territoires d'Autriche antérieure, qui lui préfèrent désormais Fribourg, restée dans le giron habsbourgeois.

Conclusion

Du XIII^e siècle à la Réforme, dans les villes du Rhin supérieur, la demande en éducation et les solutions mises en œuvre pour la satisfaire connaissent une évolution formidable. On passe d'écoles purement religieuses destinées au clergé à des établissements s'adressant spécifiquement aux besoins urbains. Cette époque est marquée par une très grande diversité, qui n'a pu être ici qu'esquissée : il ne s'agit pas ici d'un système scolaire pensé et structuré, mais d'une mosaïque. Cette diversité témoigne cependant des profondes transformations de la culture médiévale, dont le Rhin supérieur fut un des espaces particulièrement actifs, mais aussi du monde urbain lui-même, les villes de la région devenant, par l'économie, mais aussi par la culture, les lieux de la modernité.

58 SCHWINGES Rainer C. , « Erfurts Universitätsbesucher im 15. Jahrhundert : Frequenz und räumliche Herkunft », dans *idem, Studenten und Gelehrte : Studien zur Sozial- und Kulturgeschichte deutscher Universitäten im Mittelalter*, Leiden, Brill, p. 215-236, ici p. 228. Si l'on extrapole à partir des chiffres obtenus à partir de sondages (faits sur 2791 étudiants, sur un total de 31471 immatriculations effectuées tout au long de cette période) p. 224, il y aurait environ 692 étudiants venant du diocèse de Strasbourg entre 1395 et 1495 ; ce chiffre considérable paraît tout à fait déséquilibré par rapport à celui de 2500 Alsaciens au total dans l'ensemble des universités avant la Réforme.

59 RAPP, « Les Alsaciens et les universités... » (cf. note 56), p. 252.

60 *Ibidem*, p. 256, n. 20.

61 RAPP Francis, « Les Strasbourgeois et les universités rhénanes à la fin du Moyen Âge et jusqu'à la Réformation », *Annuaire de la Société des Amis du Vieux Strasbourg* 4, 1974, p. 11-22, ici p. 12.